

## THÈME 3 - LA MONNAIE & LE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

### Chapitre 5 - Comment les agents économiques se financent-ils ?

#### Objectifs d'apprentissage :

- ⇒ Définir agents économiques, besoin de financement, capacité de financement, auto-financement, financement direct, financement externe, financement intermédié, taux d'intérêt, revenu disponible, épargne, profit (ou Excédent Brut d'Exploitation), actions, obligations, solde budgétaire, recettes fiscales, dépenses publiques, déficit public, dette publique, politique de relance, politique d'austérité, effet d'éviction.
- ⇒ Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement par des capacités de financement.
- ⇒ Comprendre que le taux d'intérêt, à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur, est le prix sur le marché des fonds prêtables.
- ⇒ Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.
- ⇒ Savoir ce qu'est l'excédent brut d'exploitation et comprendre que les entreprises se financent par autofinancement et financement externe (emprunts bancaires et recours au marché financier, en particulier actions et obligations).
- ⇒ Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État ; comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande / effet d'éviction).

#### Notions à connaître :

agents économiques, besoin de financement, capacité de financement, auto-financement, financement direct, financement externe, financement intermédié, taux d'intérêt, revenu disponible, épargne, profit (ou Excédent Brut d'Exploitation), actions, obligations, solde budgétaire, recettes fiscales, dépenses publiques, déficit public, dette publique, politique de relance, politique d'austérité, effet d'éviction.

#### Savoir-faire :

Réaliser une EC3.  
Lire des données statistiques (en milliards d'euros, en parts en pourcentage, des taux de variation...)  
Comprendre des schémas d'implication macroéconomiques.

Problématiques : Comment les agents économiques parviennent-ils à financer leurs activités ?

#### Plan du cours :

##### I – Quels sont les modes de financement des agents économiques ?

- A. Les différents circuits de financement dont disposent les agents économiques
- B. Le taux d'intérêt : une rémunération pour le prêteur et un coût pour l'emprunteur

##### II – Comment les agents économiques se financent-ils en France ?

- A. Les ménages : des agents globalement en capacité de financement
- B. Les entreprises : entre auto-financement et financement externe
- C. L'Etat : un déficit budgétaire financé par une dette publique qui pose questions

## I – Quels sont les modes de financement des agents économiques ?

### A. Les différents circuits de financement dont disposent les agents économiques

#### Document 1. Capacités et besoins de financement des agents économiques français en milliards d'euros

Capacités ou besoins de financement en milliards d'euros			
Agents économiques	2015	2016	2017
Sociétés non financières	- 12,0	- 12,1	- 8,3
Sociétés financières	16,9	14,9	- 3,2
Administrations publiques	- 79,7	- 79,1	- 61,4
Administrations publiques centrales	- 75,8	- 79,9	- 68,5
Administrations publiques locales	- 0,1	3,0	0,8
Administrations de Sécurité sociale	- 3,8	- 2,2	6,3
Ménages, y compris entrepreneurs individuels	64,7	59,0	61,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages	- 0,6	- 0,7	- 0,9
Ensemble de l'économie nationale	- 10,8	- 17,9	- 12,8

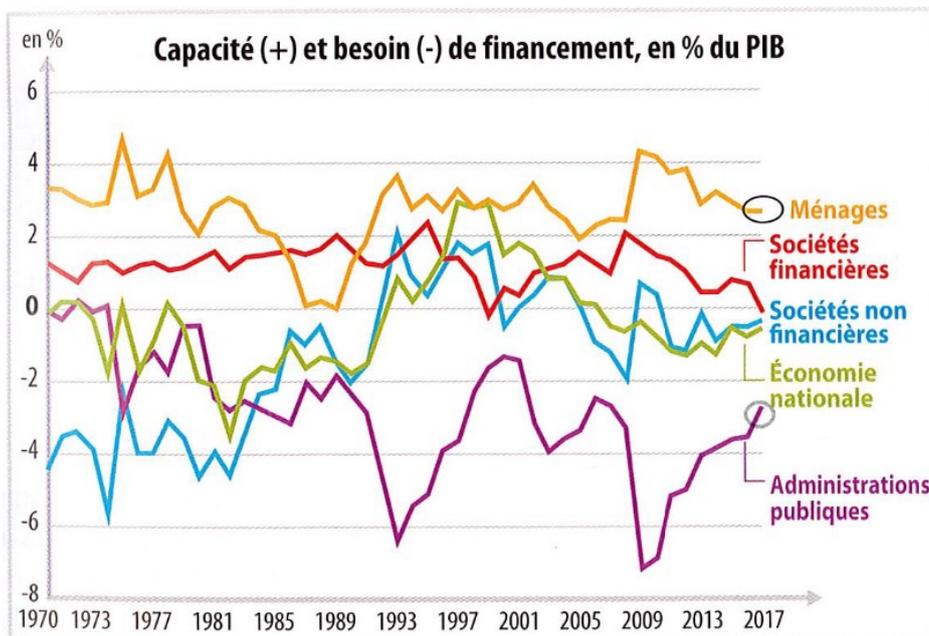
Source : Comptes nationaux, base 2014, Insee, 2018.

Q1. Faites une phrase avec la donnée entourée.

Q2. Quels sont les agents économiques qui sont habituellement en capacité de financement et en besoin de financement ?

Q3. Quelle information nous donne la dernière ligne du tableau ?

#### Document 1bis. Evolution des capacités et besoins de financement des agents économiques français en pourcentage du PIB depuis 1970.



Source : Insee, résultats Comptes nationaux.

Q1. Faites une phrase avec les deux données entourées.

Q2. Quels étaient les agents économiques en capacité et en besoin de financement en France en 2017 ?

Q3. 1993 et 2010 sont deux années de récession économique mondiale (baisse du PIB mondial). Comment pouvez-vous expliquer la situation financière des ménages et des entreprises à cette date ?

I. A – Les différents circuits de financement dont disposent les agents économiques

On distingue quatre grands ..... (ou secteurs institutionnels) dans une économie, selon leur fonction économique principale :

- ⇒ ..... , dont l'activité principale consiste à consommer ;
- ⇒ ..... (ou entreprises) dont la fonction est de produire des biens et des services ;
- ⇒ ..... (les banques et assurances) qui assurent le financement des agents économiques ;
- ⇒ L'Etat et ..... qui produisent des services publics.

Ces agents économiques peuvent être en :

- ⇒ ..... de financement : ils épargnent alors davantage qu'ils n'investissent. Ils offrent alors des capitaux. En France, on constate globalement que ..... et les ..... sont des agents qui sont dans cette situation.
- ⇒ ..... de financement : ils investissent davantage qu'ils n'épargnent. Ils demandent des capitaux. C'est le cas en France des ..... et des .....

Le rôle du ..... (également appelé « marché des capitaux ») est donc de mettre en relation ces agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. Il se compose des marchés financiers et des intermédiaires bancaires.

Il existe alors deux grands moyens pour les agents économiques de financer leur activité :

- Le financement ..... (ou autofinancement) : financement des investissements d'un agent économique par sa propre épargne ;
- Le financement ..... : financement des investissements d'un agent économique par le biais d'une épargne extérieure (d'un autre agent).

Par ailleurs, les agents disposent de deux ..... externe (c'est-à-dire deux moyens de mettre en relation les offreurs les demandeurs de capitaux) :

- Le financement externe ..... (ou intermédié) : financement par des intermédiaires financiers, comme les banques, qui mettent en relation les agents à besoin de financement avec les agents à capacité de financement ;
- Le financement externe ..... : financement sur les marchés financiers. Les agents à besoins de financement émettent des titres (sur le marché primaire) directement achetés par les agents à capacité de financement (sur le marché secondaire).

## B. Le taux d'intérêt : une rémunération pour le prêteur et un coût pour l'emprunteur

## Document 2. Que rémunère un taux d'intérêt ?

Le taux d'intérêt est le prix de l'argent que vous n'avez pas et que vous empruntez pour une durée et selon des modalités déterminées. Inversement, c'est le prix de l'argent que vous avez et que vous prêtez pour un certain temps. [...]

Le taux d'intérêt mesure la rentabilité pour le prêteur et le coût pour l'emprunteur. Ce prix s'exprime sous la forme d'un taux (rapport entre l'intérêt et la somme prêtée/empruntée exprimé en pourcentage) sur une période donnée. En général, on établit des taux d'intérêt annuels. [...]

Quand vous empruntez de l'argent, le service qui vous est rendu par le prêteur est de vous faire profiter par anticipation de vos revenus futurs. Par exemple, vous pouvez décider d'emprunter sur deux ans de l'argent pour acheter aujourd'hui les meubles d'une chambre à coucher. Ou bien, vous pouvez choisir de mettre de côté petit à petit la somme nécessaire

et acheter les meubles « cash » dans un an et demi. Si vous empruntez, vous allez payer, par le versement des intérêts, le gain d'un an et demi d'utilisation de ces meubles. [...]

À l'inverse, quand vous prêtez de l'argent, le taux d'intérêt correspond à la rémunération d'une abstinence. Vous renoncez, pendant un certain temps, à consommer immédiatement et, plus largement, à avoir la libre disposition de votre argent. [...]

Le taux d'intérêt rémunère aussi le risque pris par le prêteur : le risque de ne pas être remboursé (ce qu'on appelle le risque de défaillance ou de défaut) ; le risque que l'inflation<sup>1</sup> dévalorise la somme remboursée.

« Le prix de l'argent... et du temps », [www.lafinancepour tous.com](http://www.lafinancepour tous.com), 9 novembre 2016.

1. Hausse générale et autoentretenu des prix.

Q1. Comment peut-on définir le taux d'intérêt ?

Q2. Quel service rend le prêteur à l'emprunteur ?

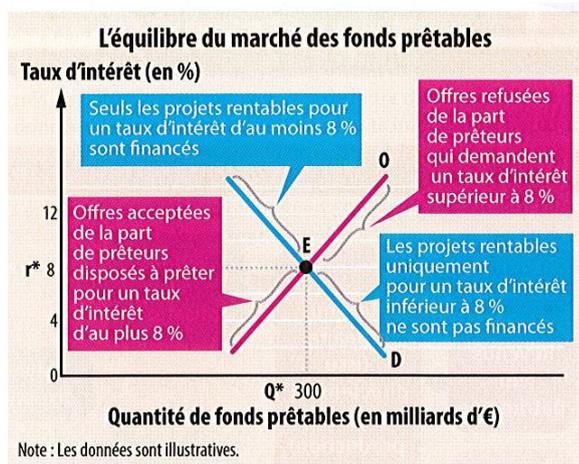
Q3. En quoi le taux d'intérêt rémunère aussi le risque ? Quel(s) risques ?

## Document 3. Le marché des fonds prêtables ; lieu de la détermination des niveaux des taux d'intérêt

Les économistes travaillent souvent à partir d'un modèle simplifié dans lequel ils supposent qu'il y a seulement un marché qui permet la rencontre entre ceux qui veulent prêter de l'argent (les épargnants) et ceux qui veulent en emprunter (les firmes qui ont des projets d'investissement). On appelle ce marché hypothétique le marché des fonds prêtables. Le prix déterminé sur le marché des fonds prêtables est le taux d'intérêt, noté  $r$ , [...] en conservant à l'esprit que  $r$  est le taux d'intérêt nominal [...].

Plus le taux d'intérêt est élevé [...] plus le nombre de projets d'investissement que les firmes veulent mener est faible, et donc plus la quantité de fonds prêtables demandée est faible [...]. Les fonds prêtables sont fournis par les épargnants. [...] En épargnant votre argent aujourd'hui et en percevant un intérêt dessus, vous être récompensé par une consommation future plus élevée lorsque votre prêt est remboursé avec intérêt.

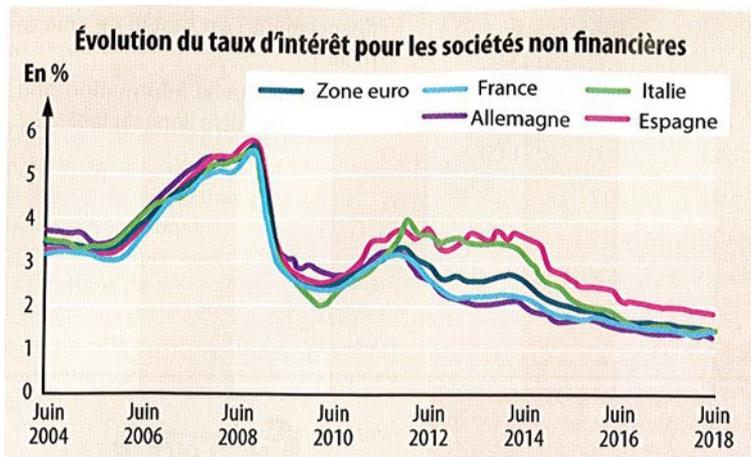
Paul Krugman et Robin Wells, *Macroéconomie*, De Boeck Supérieur, 2016.



Q1. Qui sont les offreurs et les demandeurs sur le marché des fonds prêtables ?

Q2. Comment se détermine le taux d'intérêt d'après ce modèle ? Que se passe-t-il si la demande augmente ?

## Document 4. Des taux d'intérêt historiquement bas aujourd'hui



Source : Banque de France et BCE.

Q1. Comment peut-on caractériser l'évolution globale des taux d'intérêt sur la période ? Lisez des données appropriées et faites un petit calcul pour répondre à la question.

Q2. Pourquoi en 2018 était-ce « le moment » d'investir ?

### I. B. - Le taux d'intérêt : une rémunération pour le prêteur et un coût pour l'emprunteur

Lorsque les agents économiques recourent au financement externe ....., ils se financent par le crédit bancaire. Ce financement dépend du niveau....., qui désigne le pourcentage d'une somme prêtée que le débiteur doit payer annuellement à son créancier, en rémunération du service rendu.

Le taux d'intérêt constitue .....pour l'emprunteur- plus le taux d'intérêt sera élevé, plus l'emprunteur devra rembourser une forte somme (la somme empruntée + (la somme empruntée \* taux d'intérêt).

Il constitue également .....pour le prêteur – plus le taux d'intérêt sera élevé, plus des agents en capacité de financement ouvriront des comptes épargne, rémunérant ainsi le renoncement à utiliser leur liquidité aujourd'hui. Le taux d'intérêt rémunère aussi ..... (c'est-à-dire du risque pris par un agent quand il accorde un prêt (risque que le débiteur ne rembourse pas) et par un agent qui emprunte (risque de ne pas le rembourser). Plus ce risque est important, plus le niveau du taux d'intérêt sera .....

Le marché ..... (ou marché du crédit) est un marché hypothétique qui représente le lieu de rencontre entre :

- la demande de fonds qui est formulée par les agents en..... de financement (les .....) )
- l'offre de fonds, qui provient des agents en ..... de financement (les .....) )

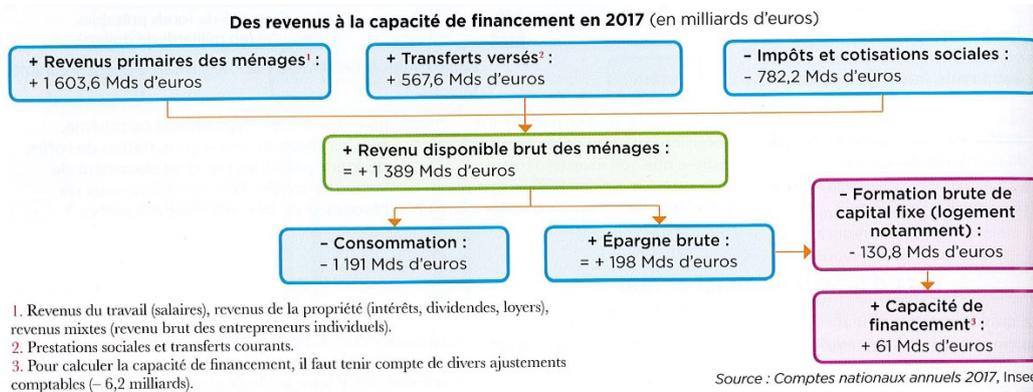
Le ..... peut ainsi être compris comme le prix d'équilibre sur ce marché. Si la demande de fonds augmente, alors le prix sur le marché, le ....., va ..... A contrario, si la demande de fond diminue, le ..... va .....

On constate aujourd'hui que les taux d'intérêt, dans la zone euro étaient particulièrement .....ces dernières années. Si en 2004, ils s'élevaient en moyenne à .....%, ils ne s'élevaient en 2018 qu'à .....%. Cela a conduit les agents économiques à emprunter .....pour investir ; le coût de l'emprunt étant considérablement .....

## II – Comment les agents économiques se financent-ils en France ?

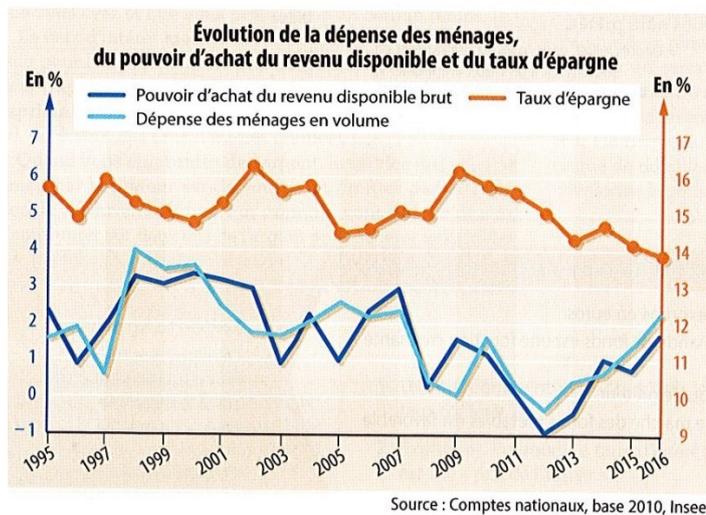
### A. Les ménages : des agents globalement en capacité de financement

#### Document 5. La situation financière des ménages en 2017



- Q1. Reconstituez le calcul qui permet d'aboutir au revenu disponible brut des ménages en 2017  
 Q2. Quelle part du revenu disponible brut l'épargne représente-t-elle ?  
 Q3. Les ménages français sont globalement en capacité de financement. Cela signifie-t-il qu'ils ne sont pas endettés ?

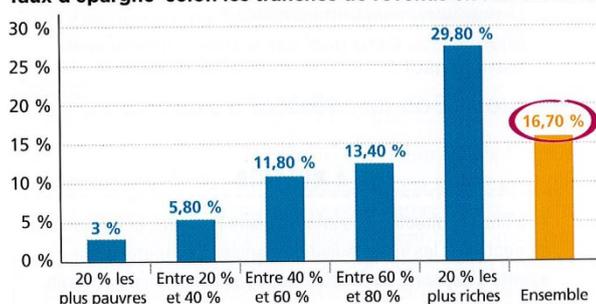
#### Document 6. Pouvoir d'achat, revenu disponible et épargne des Français depuis 1995



- Q1. Que signifient les données de l'année 2016 ?  
 Q2. Que peuvent faire les ménages quand le pouvoir d'achat de leur revenu disponible augmente ?  
 Q3. Quels sont les liens entre l'évolution du pouvoir d'achat, du revenu disponible et du taux d'épargne ?

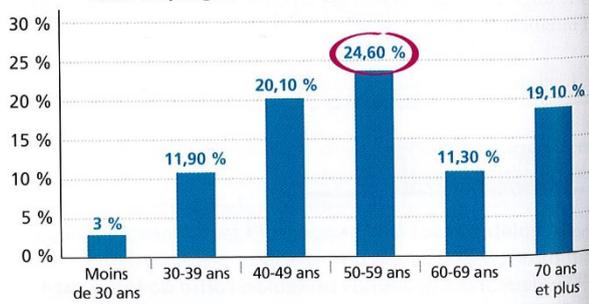
#### Document 7. Des comportements d'épargne différenciés selon les niveaux de revenus et l'âge

Taux d'épargne<sup>1</sup> selon les tranches de revenus en France en 2011



1. Taux d'épargne = épargne/revenu disponible brut x 100.

Taux d'épargne selon l'âge en France en 2011



Source : Insee, Observatoire des inégalités.

- Q1. Faites une phrase avec les données entourées.  
 Q2. Quel lien peut-on établir entre le niveau de revenu des ménages et leur taux d'épargne ?  
 Q3. Comment le taux d'épargne évolue-t-il entre 30 et 59 ans ? Comment l'expliquer ? Et pourquoi décroît-il entre 60-69 ans pour remonter après 70 ans ?

**Document 8. Avec la crise du Covid 19 : la capacité de financement des ménages s'accroît encore**

La crise du Covid est particulièrement inégalitaire pour les Français, même pour leur épargne. La Banque de France estime à 200 milliards d'euros le surcroît d'épargne dans l'Hexagone en 2020 et 2021. Empêchés de consommer par les restrictions sanitaires alors que leurs revenus n'ont pas baissé pendant la crise, les ménages les plus aisés ont pu mettre de l'argent de côté. Nettement plus que les autres. Ainsi, en se basant sur des données anonymes de comptes bancaires du Crédit Mutuel, les économistes de l'Insee ont calculé que le quart des Français dotés du patrimoine financier le plus élevé a épargné en moyenne un peu plus de 10.000 euros l'an dernier. A l'inverse, les 25 % des ménages dont le patrimoine est le plus faible, ont, eux, mis de côté 218 euros en moyenne l'an passé.

« Covid, qui sont les Français qui ont le plus épargné ? » LesEchos.fr. Mars 2021

**Q1. Qui sont les Français qui épargnent le plus ?**

**Q2. Comment peut-on expliquer la très forte épargne avec la crise du Covid ? Quels sont les risques d'une trop forte épargne ?**

**Q3. Que peuvent faire les Français avec leur épargne ?**

## II. A - Les ménages : des agents globalement en capacité de financement

Synthèse

Les ménages disposent d'un revenu disponible, qui leur permet de ..... et d'.....

Pour l'obtenir, on additionne

- les revenus ..... : qui sont l'ensemble des revenus perçus par les ménages en contrepartie de leur contribution à l'activité économique et donc perçus en premier. Ils comprennent les revenus du ..... (les salaires et les honoraires principalement), les revenus du ..... ou du ..... (les intérêts, les loyers et les dividendes) et les revenus ..... (qui rémunèrent un apport conjoint de travail et de capital et concernent les travailleurs indépendants)

- les revenus de transfert (ou prestations sociales) ; qui sont versées par les ..... aux ménages pour des motifs d'assurance (allocations chômage et allocations familiales notamment) ou d'assistance (Revenu de Solidarité Active, Aide personnelle au logement, par exemple).

Et on soustrait à l'ensemble de ces revenus perçus les

.....versés (impôts et cotisations sociales).

Ainsi on peut écrire la formule du revenu disponible :

$$\begin{aligned} \text{Revenu disponible} &= \dots\dots\dots + \dots\dots\dots - \dots\dots\dots \\ &= \dots\dots\dots + \dots\dots\dots \end{aligned}$$

L'..... désigne ainsi la partie du revenu disponible des ménages qui n'est pas consommée aujourd'hui.

On note qu'en France en 2017, les Français n'avaient globalement pas consommé à hauteur de leur revenu disponible et on donc dégagé une épargne globale s'élevant à ..... milliards d'euros. Avec cette épargne, ils ont pu :

- financer leurs propres projets d'investissement (notamment acheter des biens immobiliers) : ..... mds d'euros
- financer les projets d'investissement d'autres agents économiques : c'est leur ..... , qui s'élevait à.....

En 2016, les Français épargnaient environ .....% de leur revenu disponible. On constate une très forte corrélation ..... entre le pouvoir d'achat des Français et leur niveau de dépenses de consommation.

On constate cependant que tous les Français n'épargnent pas et certains épargnent bien plus que les autres.

- Plus les individus ont des ..... importants plus ils épargnent (les 20% des ménages français les plus pauvres épargnaient 3% de leur revenu disponible contre .....% pour les 20% les plus riches).

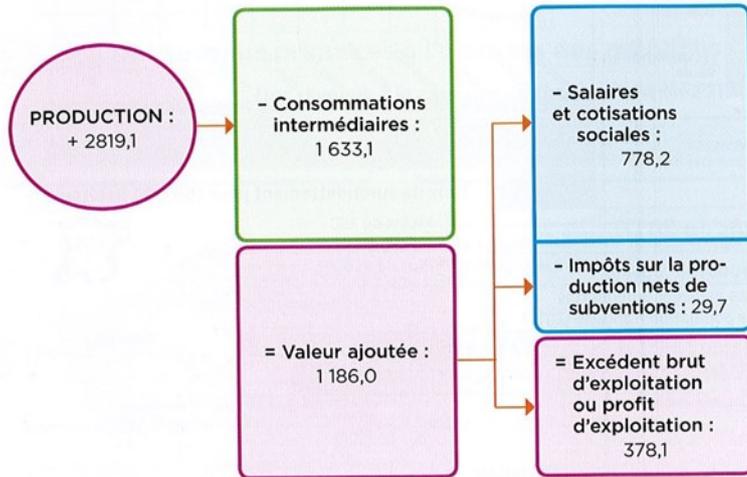
- Plus les individus sont ..... plus ils épargnent. Passé un certain ..... les dépenses diminuent et les revenus augmentent

La crise du Covid a conduit à une augmentation importante du taux d'épargne des Français (qui atteint désormais .....% de leur revenu disponible), qui s'explique essentiellement par une baisse de la ..... et une augmentation de l'incertitude (épargne de .....). Mais cette crise a aussi et surtout conduit à accroître les inégalités d'épargne entre les Français.

B. Les entreprises : entre auto-financement et financement externe

**Document 9. De la production à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)**

Les sociétés non financières en France en 2017 (en milliards d'euros)



Source : Insee, Comptes de la Nation, 2018.

**POUR LIRE LE SCHÉMA**

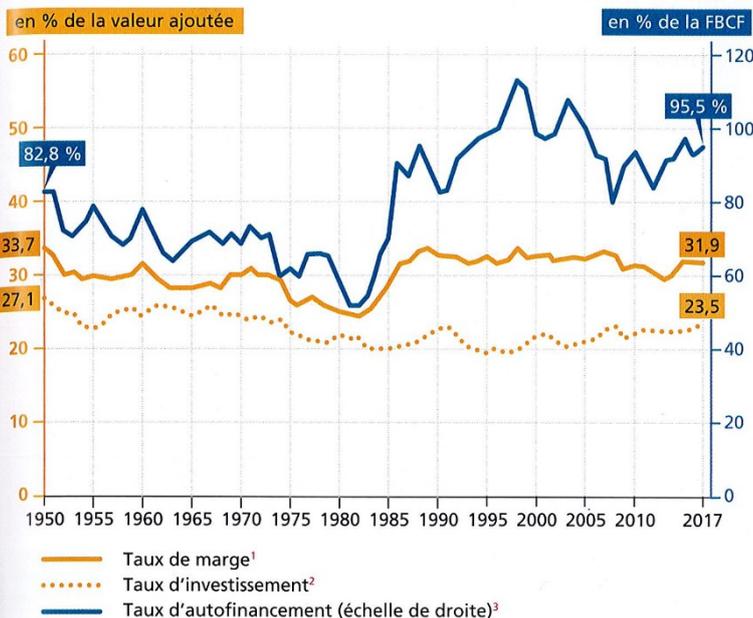
- **Production :** chiffre d'affaires (total des ventes) + variation des stocks.
- **Consommations intermédiaires :** produits achetés par les entreprises, détruits ou transformés au cours du processus de production et incorporés dans le produit final.
- **Valeur ajoutée :** production - consommations intermédiaires ou richesse produite par l'entreprise. Elle sert à rémunérer tous les acteurs qui ont participé à la production : les salariés, les prêteurs, les actionnaires, les administrations publiques.
- **Excédent brut d'exploitation ou profit d'exploitation :** ce qui reste à l'entreprise une fois payées toutes les charges liées à l'exploitation.

Q1. Reconstituez par le calcul la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation en 2017.

Q2. Calculez les parts respectives de la rémunération des salariés et de l'EBE dans la valeur ajoutée.

**Document 10. Evolution du taux d'autofinancement des entreprises françaises**

Taux de marge, d'investissement et d'autofinancement des sociétés non financières de 1950 à 2017



Source : Insee, Comptes nationaux - base 2014.

1. Excédent brut d'exploitation (EBE) / valeur ajoutée brute (VA).
  2. Formation brute de capital fixe (FBCF) / valeur ajoutée brute (VA).
  3. Épargne brute / formation brute de capital fixe (FBCF).
- Champ :** France, sociétés non financières, hors entreprises individuelles.

**POUR LIRE LE GRAPHIQUE**

- **Autofinancement :** lorsqu'une entreprise finance totalement ou partiellement ses investissements par son épargne.
- **Formation brute de capital fixe :** ou investissement productif, achat de biens de production.
- **Taux d'autofinancement :** rapport entre l'épargne des entreprises et le montant de leurs investissements.

Q1. Faites une phrase avec les données de l'année 2017, sans utiliser les termes « taux de marge », « taux d'investissement » et « taux d'autofinancement »

Q2. Que signifie un taux d'auto-financement supérieur à 100% (comme ce fut le cas en 1996 et 1999) ?

Q3. En mettant en relation l'évolution des trois courbes, expliquez la hausse du taux d'autofinancement à partir du début des années 1980.

**Document 11. Les différentes formes de financement des entreprises**

Quelle soit petite ou grande, publique, privée, multinationale ou coopérative, start-up ou agissant dans un secteur traditionnel, une entreprise est comme tous les projets : elle doit être financée.

Lors de sa création, puis pour assurer la trésorerie quotidienne, faire de nouveaux investissements, se développer, une entreprise peut trouver des fonds : dans sa propre épargne grâce à l'autofinancement ; auprès des banques sous la forme de crédit ; sur les marchés financiers par l'émission d'actions ou d'obligations.

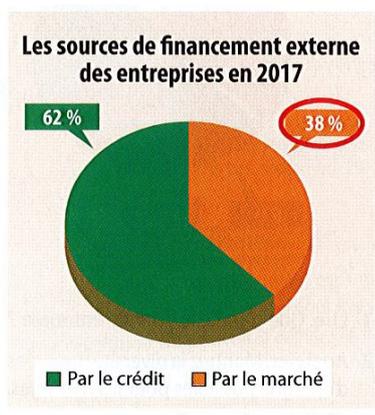
En France, les entreprises, et en particulier les PME (petites et moyennes entreprises), se financent en majeure partie auprès des banques. Dans d'autres pays comme les États-Unis, le financement par les marchés financiers occupe une place plus importante, car les ménages investissent davantage dans les fonds propres des entreprises, ce qui favorise le développement d'activités innovantes.

Les entreprises peuvent également se faire crédit entre elles : c'est une autre source de financement non négligeable en France.

D'autres formes de financement se développent, parallèlement aux banques et aux marchés traditionnels, ce qui permet aux entreprises de renforcer leur indépendance et de bénéficier de ressources provenant d'investisseurs prêts à prendre plus de risques : les fonds d'investissement, ou les particuliers via des plates-formes de « financement participatif » (*crowdfunding*) par exemple.

Pour faciliter la croissance, les organismes publics (BPI France, Banque européenne d'investissement) interviennent également sous forme de crédits, subventions ou garanties.

« Le financement des entreprises », *L'Éco en bref*, Banque de France, septembre 2018.

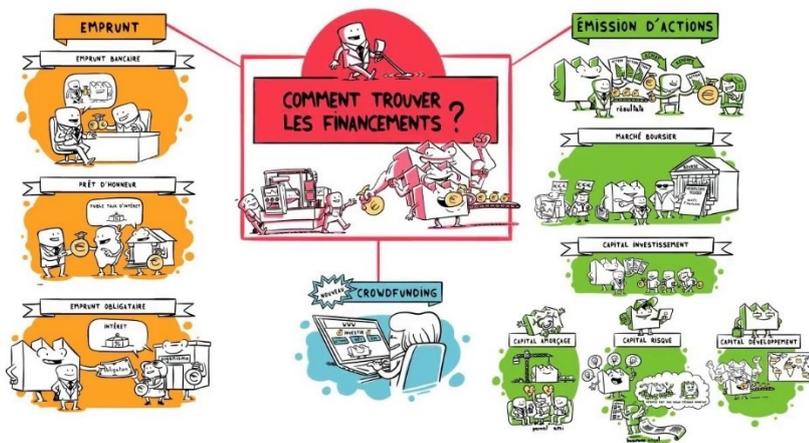


Source : Banque de France.

**NE PAS CONFONDRE**

Le **financement externe direct** est un financement par le marché financier, alors que le **financement externe indirect** se réalise par le crédit bancaire.

**Document 11bis. Les principaux modes de financement des entreprises**



Vidéo « Comment les entreprises financent-elles leurs projets » ? Dessine-moi l'éco  
<https://www.youtube.com/watch?v=g8UVk7EvgqM>

## II- B. Les entreprises : entre auto-financement et financement externe

Les entreprises, ou sociétés ..... , sont des agents économiques qui sont globalement en besoin de financement.

Certaines entreprises parviennent toutefois à s'autofinancer au moins partiellement, lorsque leur profit, appelé aussi ..... (.....) est suffisant.

On obtient ce profit (ou ..... ) en soustrayant au ..... (prix de vente \* quantités vendues) :

- la valeur des ..... : l'ensemble des biens et services utilisés, détruits ou transformés pour produire

- le montant des ..... et ..... , versés pour rémunérer les salariés

- le montant des ..... versés à l'Etat et aux collectivités territoriales.

On peut ainsi écrire :

$$\text{Profit (.....)} = \text{.....} - \text{.....} - \text{.....}$$

$$= \text{.....}$$

Ainsi la valeur ajoutée permet de rémunérer tous les agents économiques qui ont contribué à la création de richesses nouvelles (capitalistes-entrepreneurs, salariés, APU)

La plupart des entreprises en France sont des petites et moyennes entreprises (PME) et elles ont plutôt recours au crédit bancaire, ou financement ..... Elles se tournent alors vers des intermédiaires financiers, les ..... , pour accéder à des liquidités permettant d'avoir une ..... et de financer des projets d'investissements en attendant de dégager des recettes suffisantes. Ainsi, en 2017, .....% des entreprises qui ont eu recours à un financement ..... ont déclaré s'être financée par le crédit bancaire.

Les grandes entreprises se financent quant à elles davantage sur ..... on parle alors de financement ..... En effet, les entreprises de taille suffisante en besoin de financement émettent des titres (sur le marché ..... ) directement achetés par les agents à capacité de financement (sur le marché .....).

On distingue deux grands types de titres qui peuvent être émis par les entreprises sur le marché primaire :

..... : qui sont de parts du capital d'une entreprise qui donnent droit à une rémunération (les dividendes), à participer à l'assemblée générale et à voter lors de ces dernières ;

..... : qui sont des reconnaissances de dette d'un emprunteur (l'agent qui émet l'obligation) auprès du débiteur (celui qui détient l'obligation – obligataire), qui donne droit à une rémunération (les intérêts) et à un remboursement.

Enfin à côté de ces deux principaux modes de financement externe, émerge un nouveau mode de financement dit ..... : le .....

Né au début des années 2000 avec l'essor d'internet, il s'agit d'un outil de financement alternatif qui ne passe pas par les circuits et outils traditionnels, notamment bancaires, mais fait appel à des ressources financières auprès des ..... afin de financer un projet, qui peut être de nature très diverse (culturel, artistique, entrepreneurial, etc.). Cette méthode permet de récolter des fonds auprès d'un large public via des plateformes de financement participatif.

Il peut prendre la forme de dons, de prêts rémunérés ou de participations dans l'entreprise. En France, le financement participatif est en développement constant depuis plusieurs années, passant de 167 millions d'euros collectés en 2015 à 629 millions d'euros en 2019, d'après le Ministère de l'Economie.

C. L'Etat : un déficit budgétaire financé par une dette publique qui pose questions

**Document 12. Les chiffres clés du budget de l'Etat en 2018**

Recettes et dépenses du budget de l'État 2018 (voté en décembre 2017)

$$\text{Recettes de l'État : 242,9 milliards d'euros} - \text{Dépenses de l'État : 329,6 milliards d'euros} = \text{Solde budgétaire : - 86,7 milliards d'euros}$$

Principales recettes de l'État en 2018 (en %)		Principales dépenses de l'État par mission en 2018 (en %)	
Taxe sur la valeur ajoutée	52	Éducation et recherche	30
Impôt sur le revenu	24	Défense et sécurité	19
Impôt sur les sociétés	9	Politiques sociales <sup>1</sup>	16
Taxe intérieure sur les produits énergétiques	5	Développement durable	3

1. Cohésion des territoires, solidarité, insertion, égalité des chances.

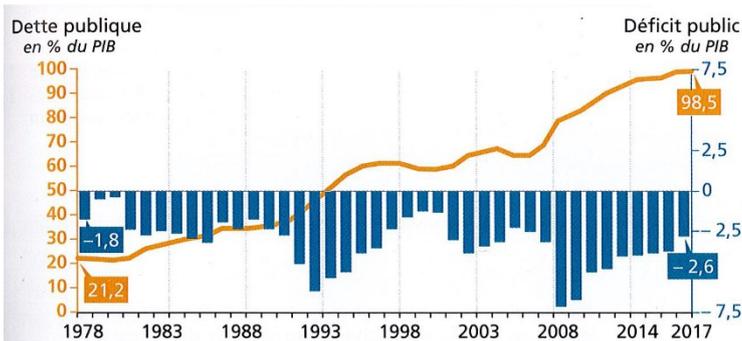
Source : Direction du budget, 2018.

Q1. Comment obtient-on le solde budgétaire ?

Q2. La France connaît un déficit budgétaire. A votre avis à quoi cela correspond -t-il ?

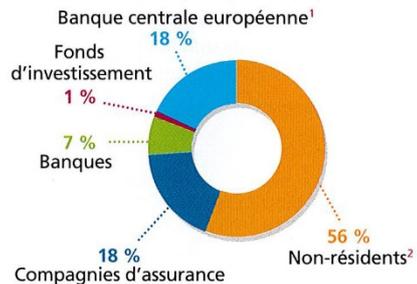
Q3. Faites une phrase avec les deux principales recettes de l'Etat en 2018 et les deux principales dépenses.

**Document 13. La dette publique pour financer son déficit**



▲ La dette publique est l'ensemble des engagements financiers des administrations publiques. C'est un stock alimenté par des flux : les déficits, les remboursements. Les APU doivent emprunter sur les marchés financiers en émettant des obligations (long terme) et des bons du Trésor (court terme) et verser des intérêts aux prêteurs.  
Source : Insee, 2018.

**Le financement de la dette publique en 2017 (en % du total)**



1. Qui, depuis 2014, peut racheter des obligations d'État, sur le marché secondaire.  
2. Surtout des investisseurs institutionnels (fonds de pension, d'assurance, fonds spéculatifs ou détenus par des États).

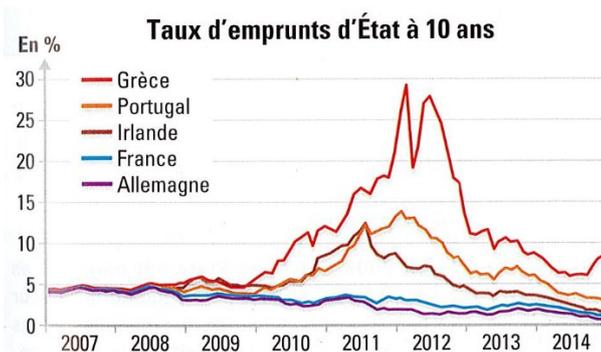
Source : D'après Alternatives économiques, novembre 2018.

Q1. Comment a évolué la dette publique entre 1978 et 2017 ? Utilisez des lectures de données et des calculs pour répondre à cette question.

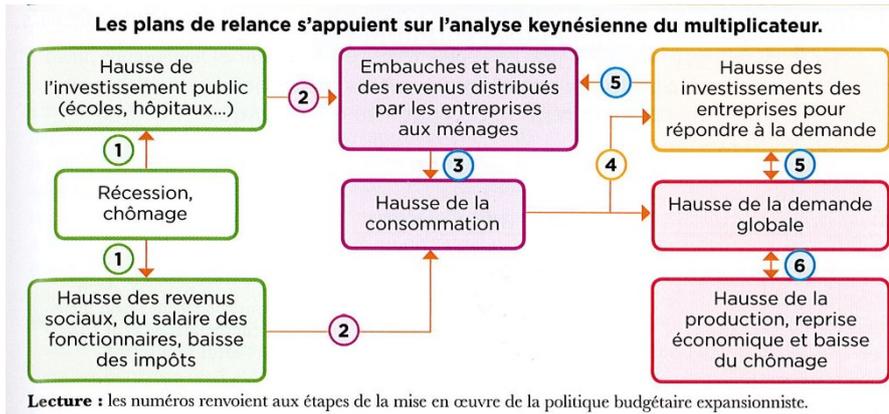
Q2. Quelle relation peut-on faire entre l'évolution de la dette publique et celle du déficit public ?

Q3. Qui finance la dette publique française ?

**Document 14. Le cas de la crise grecque...**



**Document 15. Les politiques de relance et les déficits ont des effets bénéfiques sur l'activité économique**

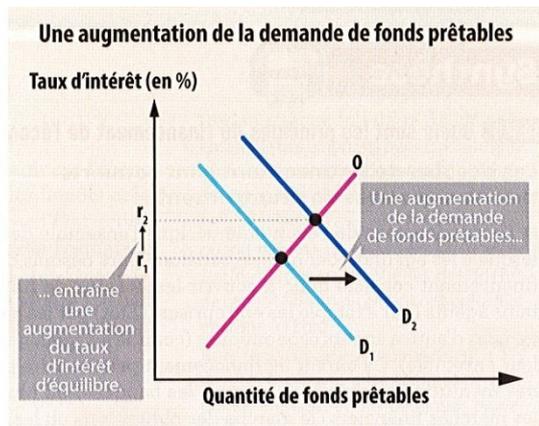


**John Maynard Keynes (1883-1946)** montre, au moment de la crise de 1929, que l'État peut, par des mesures de relance de la demande, mettre en place un processus vertueux : hausse de l'investissement public et des revenus distribués par l'État, plus de consommation, nouveaux investissements et revenus. La hausse de la demande globale (consommation et investissement) permet une hausse de la production et une baisse du chômage.

- Q1. Quelles sont les mesures prises par l'Etat pour agir sur la demande ?
- Q2. Pourquoi la hausse des revenus des ménages et de l'investissement public accroît la consommation des ménages, puis l'investissement des entreprises ? Pourquoi l'économie connaît alors un cercle vertueux ?
- Q3. Quel va être l'effet d'une telle politique sur le solde budgétaire ? Pourquoi peut-on espérer que cet effet soit temporaire ?

**Document 16. Les effets d'éviction des politiques de relance**

Un gouvernement en déficit budgétaire peut être une source majeure de demande de fonds prêtables. Le résultat est que des variations de déficit budgétaire peuvent déplacer la courbe de demande de fonds prêtables. [...] Une augmentation de la demande de fonds prêtables signifie que la quantité de fonds demandés augmente pour tout taux d'intérêt donné, de sorte que la courbe de demande se déplace vers la droite en D<sub>2</sub>. Le résultat est que le taux d'intérêt d'équilibre augmente en r<sub>2</sub>. Le fait que l'augmentation de la demande de fonds prêtables [...] entraîne une augmentation du taux d'intérêt a une implication particulièrement importante : cela indique une raison d'être préoccupé par une situation de déficit budgétaire persistante. [...] Si le taux d'intérêt augmente, les entreprises réduiront leurs investissements. De sorte que, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation du déficit budgétaire tend à réduire l'investissement global. Les économistes appellent effet d'éviction l'impact négatif du déficit budgétaire de l'État sur l'investissement. Les problèmes d'éviction sont une raison essentielle pour laquelle les déficits sont préoccupants.



Paul Krugman et Robin Wells, *Macroéconomie*, De Boeck, 2016.

- Q1. Quelle est la conséquence d'une augmentation de la demande de fonds prêtables ?
- Q2. Pourquoi, si le taux d'intérêt augmente, peut-on prévoir une baisse des investissements des entreprises. Expliquez ce qu'est « l'effet d'éviction ».

**Document 17. Les effets des plans de relance de 2008-2009**

	Plan de relance net <sup>1</sup> (en % du PIB de 2008)	Évolution du PIB (en % par rapport à l'année précédente)				Taux de chômage (en % de la population active)				Solde public (en % du PIB)	
		2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2010
Allemagne	3	3,4	0,8	- 5,6	3,9	8,6	7,4	7,7	6,9	0,2	- 4,2
France	0,6	2,4	0,2	- 2,9	2,0	8,0	7,5	9,1	9,3	- 2,6	- 6,9
Italie	0	1,4	- 1,3	- 5,1	1,1	6,1	6,7	7,8	8,4	- 1,5	- 4,2
Royaume-Uni	1,4	2,4	- 0,5	- 4,2	1,7	5,4	5,7	7,6	7,9	- 5,2	- 9,3
États-Unis	5,6	1,8	- 0,3	- 2,8	2,5	4,6	5,8	9,3	9,6	- 2,7	- 10
Japon	2	1,7	- 1,1	- 5,4	4,2	3,8	4,0	5,1	5,1	- 2,5	- 6,7

1. Différence entre les hausses de dépenses publiques et celles des recettes par rapport au PIB. L'Italie a accru ses dépenses de 0,3% de son PIB mais, parallèlement, elle a augmenté ses recettes de 0,3%, ce qui conduit à un plan de relance net de 0% de son PIB. Sources : OCDE, Commission européenne.

- Q1. Faites une phrase avec les données entourées.
- Q2. Tous les pays ont-ils mis en œuvre des plans de relance de même ampleur ? Illustrez en lisant les données appropriées.
- Q3. Quels ont été les effets de ces plans de relance sur l'activité économique (le PIB et le chômage) et sur le solde public ?

### III- C. L'Etat : un déficit budgétaire financé par une dette publique qui pose questions

Le .....de l'Etat comprend les dépenses et les recettes de l'ensemble des administrations publiques (APU) :

- l'administration publique .....(l'Etat à proprement parlé),
- les collectivités ..... (régions, départements, mairies) et
- les organismes de .....

..... permettent de produire des biens et des services dans le secteur public. Il s'agit essentiellement des services non marchands créés par les administrations (justice, police, éducation nationale, par exemple). Elles comprennent également les dépenses de ..... (assurant les individus contre les risques sociaux) et l'ensemble des aides et dispositifs sociaux d'assistance (financement du RSA, de la CMU, par exemple).

Ces dépenses publiques se justifient d'une part lorsque le marché est défaillant, en cas d'externalités ou de biens collectifs (cf. Thème 1) mais aussi afin d'assurer à chacun un minimum de biens et services, permettant la cohésion sociale (cf. Thème 2 et 4).

Aujourd'hui, les deux principaux postes de dépense publique de l'Etat français sont :

- L'éducation et la recherche (qui représentent .....% des dépenses)
- La défense et la sécurité (qui représentent .....% des dépenses)

Avec le développement des missions de l'Etat, les dépenses publiques croissent depuis la fin des années 1980. En effet, si en 1980 elles représentaient 45% du PIB, elles sont désormais à hauteur de 56% du PIB.

Pour financer ses dépenses publiques, l'Etat dispose de deux grands moyens : la fiscalité et l'emprunt.

L'Etat opère en effet des ..... (ensemble des impôts, taxes et cotisations sociales perçus par les administrations publiques). On distingue les prélèvements obligatoires selon qu'ils sont directs ou indirects mais aussi selon qu'ils sont progressifs ou non. En 2017, la TVA représentaient .....% des recettes de l'Etat ; il s'agit d'un impôt indirect particulièrement .....

Si les recettes collectées du fait des prélèvements obligatoires, sont inférieures aux dépenses, les administrations publiques connaissent ..... négatif ou ..... public.

Pour financer ses dépenses, les APU vont alors devoir emprunter, auprès des marchés financiers, en émettant .....La ..... publique désigne l'ensemble des emprunts des administrations publiques. Elle représente aujourd'hui .....% du PIB de la France.

La dette publique est alimentée par les .....: plus l'Etat subit des déficits publics, plus il doit emprunter et donc plus la dette est importante. Néanmoins, les déficits publics sont également alimentés par la dette publique car les administrations publiques doivent chaque année rembourser pour partie leur dette et les intérêts de la dette, ce qui accroît les dépenses et creuse donc le déficit. C'est d'ailleurs ce phénomène qui a amplifié la crise de la dette publique qu'a connu ..... en 2010.

Le déficit public et la dette qui s'en suit peuvent avoir des effets positifs sur l'activité économique. En effet, la politique qui consiste à ..... les dépenses publiques ou .....les recettes, appelée politique de ..... ; conduit à accroître les revenus disponibles des ménages et donc la consommation de ces derniers, mais également les ..... des entreprises. Grâce à l'effet multiplicateur des dépenses publiques, démontré par J.M....., l'activité économique peut alors repartir. Les revenus générés par la croissance permettront à terme de résorber le déficit public mais aussi la dette publique.

Pour d'autres économistes (les néo-classiques ou libéraux), les politiques de relance financées par l'emprunt peuvent au contraire freiner l'activité économique. Ils mettent en avant l'idée que l'augmentation de la demande de fonds prêtables consécutive à la hausse de la dette publique conduit à l'augmentation globale des taux d'intérêt, ce qui aurait un impact négatif sur l'investissement des agents privés ; c'est l'effet .....